



Assemblée générale

Distr. générale
30 juillet 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quatorzième session
Genève, 22 octobre-5 novembre 2012

Résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme

Sri Lanka*

Le présent rapport est un résumé de 46 communications de parties prenantes¹ à l'Examen périodique universel. Il suit les directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme dans sa décision 17/119. Il ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), ni aucun jugement ou décision concernant des allégations précises. Les sources des renseignements figurant dans le résumé sont systématiquement indiquées dans les notes et, dans la mesure du possible, les textes originaux n'ont pas été modifiés. Conformément à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme, selon qu'il convient, une section distincte est consacrée aux contributions de l'institution nationale des droits de l'homme de l'État examiné dont l'accréditation s'est faite en pleine conformité avec les Principes de Paris. Le texte intégral de toutes les communications reçues peut être consulté sur le site Internet du HCDH. Pour établir le rapport, il a été tenu compte de la périodicité de l'Examen et des faits nouveaux enregistrés pendant la période considérée.

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction.

I. Informations communiquées par d'autres institutions nationales des droits de l'homme accréditées et par d'autres parties prenantes

A. Renseignements d'ordre général et cadre

1. Étendue des obligations internationales

1. La Commission sri-lankaise des droits de l'homme indique que Sri Lanka n'a pas encore ratifié ni pris en compte dans son système juridique interne les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en vue de renforcer le cadre national des droits de l'homme. Elle préconise la ratification du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, comme il est recommandé dans la communication conjointe n° 15², ainsi que de son Protocole facultatif³.

2. Amnesty International recommande la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁴ et du Statut de Rome de la Cour pénale internationale ainsi que l'élaboration de procédures légales prévoyant les modalités de mise en œuvre des constatations du Comité des droits de l'homme⁵.

3. La Canadian Tamil Youth Alliance (CTYA) recommande à Sri Lanka de devenir partie au Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (2000)⁶.

2. Cadre constitutionnel et législatif

4. Amnesty International note qu'en septembre 2010 Sri Lanka a modifié sa Constitution pour abolir le Conseil constitutionnel et le remplacer par un conseil parlementaire consultatif, donnant ainsi le pouvoir au Président de nommer directement les membres de la Commission sri-lankaise des droits de l'homme et d'autres institutions clés, comme le Conseil supérieur de la magistrature, la Commission de la fonction publique et la Commission nationale de la police. Pour Amnesty International, cela réduit à néant l'indépendance politique de ces commissions⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 expriment une préoccupation analogue⁸.

5. La communication conjointe n° 1 indique que les personnes ayant une orientation sexuelle ou une identité de genre différentes ne sont pas expressément protégées de toute discrimination par les dispositions constitutionnelles concernant la non-discrimination, ce qui contribue à les rendre vulnérables⁹.

6. La Commission internationale de juristes (CIJ) recommande de modifier la section 12 de la loi sri-lankaise relative à la Convention contre la torture pour inclure le mot «souffrances» dans la définition de la torture et d'intégrer dans cette loi une disposition relative au non-refoulement, conformément aux obligations prévues à l'article 3 de ladite Convention.¹⁰

7. La CIJ recommande d'introduire le crime de disparition forcée dans la loi en tant qu'infraction pénale spécifique qui se distingue clairement d'infractions connexes comme l'enlèvement et soit sanctionnée par des peines lourdes et appropriées¹¹.

8. La Commission sri-lankaise des droits de l'homme incite le Gouvernement à adopter le projet de loi sur le droit à l'information en y apportant les modifications qui s'imposent¹².

3. Cadre institutionnel, infrastructure des droits de l'homme et mesures de politique générale

9. Selon Amnesty International, la Commission sri-lankaise des droits de l'homme reste faible, voire plus faible qu'en 2008, malgré l'engagement pris par Sri Lanka, lors du premier cycle de l'Examen périodique universel (EPU), d'en renforcer les capacités et de la rendre plus indépendante¹³. En particulier, il est dit dans la communication conjointe n° 7 qu'elle n'a pas été capable d'enquêter efficacement sur des plaintes pour torture¹⁴. Le Tamil Information Centre (TIC) exprime la même inquiétude¹⁵. Amnesty International recommande de renforcer et de garantir l'indépendance de la Commission¹⁶.

10. Tout en notant que Sri Lanka s'est volontairement engagée à renforcer les mécanismes et les procédures relatifs aux droits de l'homme en lançant un plan national d'action en faveur des droits de l'homme lors du précédent cycle de l'EPU, Amnesty International constate que les progrès en la matière sont extrêmement lents. L'organisation précise que le Gouvernement a approuvé le plan d'action proposé en septembre 2011 et a nommé, en février 2012, un sous-comité chargé d'en suivre l'application, mais que celle-ci n'a guère avancé. Amnesty International estime que ce Plan national d'action relatif aux droits de l'homme¹⁷ ne doit pas devenir un nouveau moyen d'échapper à la surveillance internationale et de retarder la réforme à mener¹⁸. Une inquiétude similaire est exprimée dans la communication conjointe n° 1¹⁹. Pour les auteurs de la communication conjointe n° 15, l'adoption du plan d'action a pâti de l'absence d'engagement total et approprié des groupes de la société civile²⁰.

B. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

1. Coopération avec les organes conventionnels

11. Dans la communication conjointe n° 4, il est recommandé à Sri Lanka de mettre en œuvre les recommandations de 2011 du Comité contre la torture (CAT) et de lever les obstacles à l'application de celles du Comité des droits de l'homme portant sur des communications individuelles émanant de citoyens²¹.

2. Coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

12. L'Alliance mondiale pour la participation citoyenne (CIVICUS) recommande d'adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et d'inviter les Rapporteurs spéciaux sur la situation des défenseurs des droits de l'homme²², sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression et sur le droit de réunion et d'association pacifiques²³. De même, l'European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR) recommande à Sri Lanka de coopérer avec les Rapporteurs spéciaux sur la violence contre les femmes, sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste et sur la question de la torture ainsi qu'avec le Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit²⁴. L'organisation Freedom from Torture recommande à Sri Lanka d'accepter des visites des Groupes de travail sur la détention arbitraire et sur les disparitions forcées ou involontaires²⁵.

3. Coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

13. British Tamils Forum et le Centre for War Victims and Human Rights recommandent la mise en place d'un bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Sri Lanka²⁶. On trouve une recommandation similaire dans les communications conjointes n^{os} 6 et 14²⁷.

C. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

1. Égalité et non-discrimination

14. Les auteurs de la communication conjointe n^o 1 font état d'un nombre élevé d'infractions commises contre des femmes et d'un recours très limité à la loi sur la prévention de la violence familiale. Les femmes font souvent l'objet de sanctions arbitraires dans le cadre de l'ordonnance sur le vagabondage et les travailleurs du sexe sont exposés aux tracasseries du fait de l'ordonnance sur les maisons de prostitution. Différents problèmes relatifs à la violence sexuelle à l'égard des femmes et à l'avortement sont également signalés. Les musulmanes ne jouissent pas d'une égalité de droits s'agissant du mariage et du divorce dans le droit musulman sur le statut personnel²⁸. Des problèmes similaires sont mis en évidence dans la communication conjointe n^o 16²⁹.

15. La communication conjointe n^o 1 fait valoir que des progrès ont été réalisés en ce qui concerne les droits de la femme, mais qu'un certain nombre d'obstacles subsistent, dont un environnement social et politique de plus en plus régressif qui freine la progression de la cause des femmes, et qu'en dépit d'une très faible représentation féminine à tous les niveaux de l'administration qui nuit à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques, aucune mesure n'a été prise pour y remédier³⁰. La communication conjointe n^o 16 met en avant les recommandations du Plan national d'action relatif aux droits de l'homme qui visent à atteindre un taux de représentation des femmes d'au moins 30 % au Parlement, au Conseil provincial et au sein des autorités locales, et à éliminer les lois discriminatoires, parmi lesquelles l'ordonnance sur la mise en valeur des terres et l'ordonnance sur le vagabondage³¹.

16. La communication conjointe n^o 2 recommande à Sri Lanka de prendre des mesures immédiates et ciblées pour incorporer dans la Constitution les principes d'égalité et de non-discrimination en matière d'orientation sexuelle dans la sphère privée comme publique et pour veiller à ce qu'ils soient bien appliqués³². L'European Center for Constitutional and Human Rights recommande d'annuler les éléments de la loi sur la prévention du terrorisme qui ont de fait un caractère discriminatoire à l'égard des femmes³³. Une recommandation analogue figure dans la communication conjointe n^o 10³⁴.

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

17. La CIJ recommande de maintenir le moratoire actuel sur les exécutions et de prendre immédiatement des dispositions pour abolir la peine de mort dans la législation³⁵.

18. Amnesty International note les informations persistantes faisant état d'exécutions extrajudiciaires par des militaires et de décès suspects en garde à vue³⁶. De plus, les auteurs de la communication conjointe n^o 6 soutiennent que la plupart des exécutions extrajudiciaires et des disparitions seraient le fait de groupes paramilitaires placés directement sous le contrôle des forces armées dans le cadre des actions anti-insurrectionnelles visant à mettre un terme au militantisme tamoul dans son ensemble³⁷.

19. Se référant à la recommandation acceptée dans le cadre du précédent cycle de l'EPU, visant à prévenir les enlèvements, les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires, le Centre for War Victims and Human Rights signale que bon nombre de cas de disparitions forcées s'inscrivent dans une longue série d'arrestations et de mises en détention arbitraires opérées par les forces armées sri-lankaises³⁸. Les organisations Front Line Defenders et Migrant Rights Group International observent la persistance de cas d'enlèvement et de disparition forcée³⁹.

20. Amnesty International continue de recevoir des informations faisant état de disparitions forcées, notamment de militants protestant contre les violations des droits de l'homme par les autorités⁴⁰. L'organisation Tamils Against Genocide indique que les enlèvements par des fourgons blancs, les disparitions au coin des rues et la découverte de cadavres sont monnaie courante à Sri Lanka. Tous les groupes ethniques sont maltraités, mais les Tamouls continuent d'être plus souvent visés que les autres⁴¹. Le Centre tamoul pour les droits de l'homme (CTDH) exprime la même inquiétude⁴².

21. Le Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme (MIDRA) recommande à Sri Lanka de clarifier sa position à l'égard de la déclaration faite par l'ancien Procureur général, M. Peiris, durant l'examen du rapport du pays par le Comité contre la torture en novembre 2011, selon laquelle le journaliste, Prageeth Eknaligoda, porté disparu, se serait réfugié à l'étranger, en vue de faire avancer la procédure judiciaire en cours à Sri Lanka concernant cette affaire⁴³.

22. Freedom from Torture note que les actes de torture perpétrés par des acteurs étatiques, au sein de l'armée comme de la police, ont continué après la fin du conflit en mai 2009 et qu'ils se poursuivaient encore en 2011. Parmi les groupes particulièrement exposés, on trouve les Tamouls qui entretiennent des liens, réels ou supposés, avec les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Des formes diverses et multiples de torture s'ajoutant parfois les unes aux autres ont été utilisées pour infliger aux victimes d'extrêmes souffrances aux conséquences épouvantables tant psychologiquement que physiquement⁴⁴. Des préoccupations analogues sont exprimées dans les communications conjointes n^{os} 1 et 9⁴⁵. Freedom from Torture recommande de prendre des mesures immédiates et efficaces pour que tous les actes de torture et les mauvais traitements fassent l'objet d'enquêtes, d'engager des poursuites contre leurs auteurs, d'infliger à ceux-ci des sanctions correspondant à la gravité de tels agissements et de veiller à ce que les agents de maintien de l'ordre et des forces armées ne recourent pas à la torture⁴⁶.

23. Amnesty International indique que les tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants auxquels sont soumis les détenus sont une pratique courante et largement répandue à Sri Lanka. Pour l'organisation, de tels dysfonctionnements résultent de lacunes juridiques et procédurales ainsi que de l'absence de volonté politique des autorités de renoncer à la torture et aux sévices et de poursuivre les auteurs de tels actes dans le cadre de procès équitables⁴⁷. La communication conjointe n^o 9 recommande en particulier l'adoption d'une loi visant à codifier les droits des personnes mises en état d'arrestation, pendant et après celle-ci, notamment le droit d'en connaître les motifs, la procédure que les agents doivent suivre, la protection à accorder aux détenus, le droit à un procès équitable dans les meilleurs délais, les services médicaux à prévoir pour les détenus s'il y a lieu et l'autorisation à donner aux avocats et aux proches des détenus de leur rendre visite en prison⁴⁸.

24. Amnesty International affirme que la rétention administrative est devenue un moyen de répression couramment utilisé contre les membres supposés de groupes armés, leur famille et leurs collègues, de même que ceux qui critiquent ouvertement le Gouvernement ou sont considérés comme des opposants politiques, y compris les journalistes. Les personnes libérées après des mois ou des années de détention sans inculpation demeurent souvent sous la surveillance des services de renseignements en étant tenues de se présenter

toutes les semaines ou tous les mois à la police. D'anciens détenus ont été victimes de harcèlement, d'agressions physiques ou ont été à nouveau arrêtés; des assassinats et des disparitions forcées de détenus récemment libérés ont été signalés⁴⁹.

25. Le Centre tamoul pour les droits de l'homme affirme que des prisonnières tamoules subissent des tortures physiques et mentales de la part de leurs gardiens, qui font subir à certaines des violences sexuelles⁵⁰.

26. Canadian Tamil Congress constate qu'en 2012, soit trois ans après la fin de la guerre, les Tamoules sont victimes de violences familiales, de viols et d'actes de torture et placées en détention⁵¹. D'après cette organisation, ce sont les veuves de guerre tamoules et les Tamoules chefs de famille qui courent le plus de risques d'être victimes de violences sexuelles de la part des membres des forces armées sri-lankaises⁵².

27. Selon CIVICUS, de nombreux membres d'organisations de la société civile et de militants indépendants qui dénoncent des violations des droits de l'homme commises pendant la guerre civile par les forces de sécurité sri-lankaises ont été enlevés pour les empêcher de poursuivre leurs activités⁵³. Les médias d'État et les organes d'information contrôlés par le Gouvernement mènent une campagne de calomnie contre les défenseurs des droits de l'homme qui participent aux activités du Conseil des droits de l'homme, les accusant d'être des traîtres et d'être liés aux LTTE⁵⁴.

28. Human Rights Watch (HRW) constate que depuis 2008 aucune mesure n'a été prise pour prévenir les menaces et la violence à l'encontre de ceux qui critiquent le Gouvernement et poursuivre en justice leurs auteurs. Le Gouvernement et les médias d'État se livrent à des critiques menaçantes à l'égard de certains défenseurs des droits de l'homme et journalistes qui ont soutenu la résolution du Conseil des droits de l'homme dans les mois précédant la session de mars 2012 de cet organe⁵⁵. La Tamil Youth Organization (TYO) exprime une inquiétude similaire⁵⁶. La communication conjointe n° 1 fait observer que, les défenseurs des droits de l'homme étant systématiquement dénigrés et leurs activités perturbées, il est devenu difficile et dangereux de s'associer à des travaux dans le domaine des droits de l'homme⁵⁷.

29. CIVICUS recommande à Sri Lanka d'adopter une politique nationale de protection des défenseurs des droits de l'homme pour que les agressions qu'ils signalent fassent l'objet d'enquêtes menées par des services indépendants et des officiers de police⁵⁸. Front Line Defenders recommande d'engager une enquête indépendante sur la source des menaces, des mauvais traitements et de toutes les formes d'intimidation et de harcèlement dont sont victimes des défenseurs des droits de l'homme⁵⁹.

30. Notant que le Code pénal ne contient pas de définition de l'exploitation sexuelle ni de dispositions pour sanctionner les personnes qui ont des relations sexuelles avec des enfants, la communication conjointe n° 5 recommande une révision de la législation actuelle en vue d'y inclure des dispositions claires et complètes sur la traite et la prostitution des enfants et sur la pornographie mettant en scène des enfants, ainsi que sur les peines à prévoir pour ces infractions⁶⁰. Elle recommande aussi de renforcer et d'appliquer la législation relative à l'exploitation sexuelle commerciale des enfants dans le cadre du tourisme sexuel⁶¹.

31. Constatant qu'infliger des châtiments corporels aux enfants est légal dans le pays, l'Initiative mondiale pour l'élimination de tous les châtiments corporels infligés aux enfants recommande l'adoption d'une législation interdisant ces châtiments dans toutes les situations, y compris dans la famille⁶².

32. Migrant Rights Group International recommande de veiller à protéger les enfants soldats ayant suivi des programmes de réadaptation, pour éviter qu'ils fassent l'objet d'une discrimination et d'une surveillance⁶³.

33. La communication conjointe n° 11 fait état de graves atteintes au droit humanitaire conventionnel et coutumier entre février 2009 et le 19 mai 2009. Elle note avec inquiétude que des opérations militaires répétées ont été menées contre les Tamouls dans les zones de sécurité établies par le Gouvernement au début de janvier 2009⁶⁴.

3. Administration de la justice, y compris l'impunité, et primauté du droit

34. La communication conjointe n° 1 signale que, pendant la période considérée, la situation s'est encore dégradée à Sri Lanka concernant la primauté du droit, qu'il s'agisse de la centralisation accrue des pouvoirs au niveau de l'exécutif, de la politisation des institutions indépendantes, de l'absence d'enquête et de poursuites dans des affaires graves de violations des droits de l'homme, ou de l'adoption de lois sécuritaires draconiennes, autant d'éléments qui concourent à renforcer la culture de l'impunité⁶⁵. Selon Amnesty International, l'impunité dans les cas de violations des droits de l'homme est sans doute le principal obstacle à la réconciliation nationale⁶⁶.

35. Le Centre for War Victims and Human Rights fait valoir que Sri Lanka a systématiquement dérogé aux principes du droit et aux garanties d'une procédure régulière dans les procès à engager pour crimes de guerre de part et d'autre et dans les poursuites judiciaires visant des détenus, et ce, parce que la police, l'administration et l'appareil judiciaire sont politisés, faibles et corrompus⁶⁷. Le Centre tamoul pour les droits de l'homme s'inquiète de la poursuite, en toute impunité, des actes de violence, du harcèlement sexuel et des viols dont sont victimes les femmes, en particulier les Tamoules⁶⁸. Christian Solidarity Worldwide recommande de prendre des mesures de grande portée pour mettre fin au climat d'impunité au sein de l'État⁶⁹. La Société pour les peuples menacés (SPM) fait une recommandation similaire⁷⁰.

36. People for Equality and Relief in Lanka (PEARL) indique que, face à l'impunité qui règne, le Gouvernement a promis à maintes reprises de créer des commissions d'enquête pour établir les responsabilités et reconnaître les crimes commis, notamment des crimes de guerre particulièrement choquants, des crimes contre l'humanité et le génocide de civils tamouls, sans qu'aucune de ces promesses ne soit suivie d'effet⁷¹.

37. Human Rights Watch fait observer que, depuis la fin de la guerre, le Gouvernement n'a pas engagé une seule enquête crédible sur des allégations de violences. L'absence d'enquête est manifeste dans le cas de plusieurs incidents ayant fait l'objet de deux documentaires de la chaîne de télévision britannique Channel 4, montrant des images insoutenables de ce qui semblait être l'exécution sommaire de combattants des LTTE capturés et attachés⁷².

38. HRW et les auteurs de la communication conjointe n° 14 font savoir qu'en dépit de solides indices donnant à penser que les forces de sécurité de l'État sont impliquées dans les meurtres s'apparentant à des exécutions de cinq étudiants et de 17 travailleurs humanitaires en 2006, les enquêtes menées par l'administration ont traîné en longueur et que personne n'a été arrêté pour ces crimes⁷³. La communication conjointe n° 14 recommande la publication intégrale du rapport de la Commission présidentielle d'enquête⁷⁴.

39. La communication conjointe n° 7 relève que le recours en *habeas corpus* est inefficace à Sri Lanka en raison de la longueur des délais de traitement des plaintes, du manque de coopération des services de sécurité comme l'armée, la police et le renseignement et de la réticence croissante de l'appareil judiciaire à s'acquitter de son devoir consistant à protéger la liberté individuelle⁷⁵. La CIJ recommande l'adoption d'une loi sur l'*habeas corpus* précisant que pour le requérant le niveau de preuve requis est la probabilité la plus forte⁷⁶.

40. La Commission des droits de l'homme de Sri Lanka indique que la surpopulation dans les centres de détention provisoire est due au fait que les poursuites et la conclusion des enquêtes se font attendre, au non-versement de la caution ou à l'impossibilité, pour le détenu, de la réunir en raison des conditions rigoureuses dont est assortie sa libération sous caution⁷⁷.

41. En ce qui concerne la Commission des enseignements et de la réconciliation créée en mai 2010 pour enquêter sur les événements survenus entre l'accord de cessez-le-feu de février 2002 avec les LTTE et la fin du conflit en mai 2009, Amnesty International estime que cette Commission n'est ni indépendante ni impartiale, tant dans sa composition que dans son fonctionnement. L'organisation note également que le Groupe d'experts chargé d'étudier la question de la responsabilité à Sri Lanka, créé en juin 2010 par le Secrétaire général, est parvenu aux mêmes conclusions, en particulier en ce qui concerne la protection insuffisante des témoins par la Commission. Selon Amnesty International, la Commission a reconnu que des civils, y compris dans les hôpitaux, avaient directement souffert des pilonnages des LTTE et du Gouvernement mais n'a pas été en mesure d'établir les faits concernant le déroulement du conflit armé. L'organisation déclare aussi que la Commission ne s'est appuyée sur aucun élément de preuve pour rejeter les allégations selon lesquelles le Gouvernement aurait visé des civils et délibérément minimisé le nombre de civils pris au piège dans la phase finale du conflit⁷⁸. En outre, Amnesty International recommande qu'aucune amnistie ne soit accordée ni même envisagée s'agissant d'auteurs de violations des droits de l'homme ou du droit humanitaire identifiés dans le cadre des enquêtes de la Commission, quel que soit leur statut ou leur rôle au sein du Gouvernement⁷⁹.

42. Le Centre for Canadian Tamils regrette l'absence d'initiative du Gouvernement visant à appliquer les recommandations de la Commission, notamment la fermeture de camps militaires proches de zones résidentielles et l'octroi de titre légaux de propriété aux personnes réinstallées par le Gouvernement⁸⁰. Christian Solidarity Worldwide partage les mêmes inquiétudes⁸¹.

43. En ce qui concerne la recommandation acceptée dans le cadre du précédent cycle de l'EPU tendant à présenter au Parlement un projet de loi sur la protection des témoins et des victimes et à mettre en œuvre cette législation, notamment en créant les institutions nécessaires, Amnesty International relève que ce projet a bien été présenté mais n'a jamais été adopté, le pays étant donc dépourvu d'une législation sur la protection des témoins. Pour l'organisation, cela a de graves conséquences concernant la mise en jeu des responsabilités⁸².

44. Amnesty International recommande de fournir une protection efficace à tous les témoins⁸³. La communication conjointe n° 14 recommande aussi que Sri Lanka revoie l'ensemble des procédures, réglementations et lois nationales pour veiller à ce que le droit des victimes d'accéder en temps voulu à des recours rapides et efficaces soit respecté et renforcé⁸⁴.

45. Sri Lanka Advocacy Network suggère également d'entamer sans délai des enquêtes crédibles sur les disparitions signalées à la Commission des enseignements et de la réconciliation, d'en poursuivre en justice les auteurs et d'adopter une loi pour la protection efficace des témoins afin que ceux-ci puissent faire sans crainte des dépositions auprès des mécanismes d'enquêtes⁸⁵.

4. Droit au respect de la vie privée, mariage et vie de famille

46. La communication conjointe n° 2 recommande de dépénaliser immédiatement les relations sexuelles entre personnes du même sexe ayant l'âge légal du consentement et de veiller à ce que celui-ci s'applique tant aux activités sexuelles de personnes du même sexe

qu'à celles des personnes de sexes différents⁸⁶. Il y est également recommandé d'inclure sans délai le droit au respect de la vie privée dans la Constitution du pays⁸⁷.

47. La communication conjointe n° 5 préconise l'adoption de dispositions juridiques interdisant les mariages précoces et forcés et portant l'âge légal minimum du mariage à 18 ans pour les garçons comme pour les filles⁸⁸.

5. Liberté de circulation

48. L'European Center for Constitutional and Human Rights observe que les ex-combattantes bénéficient d'une mobilité et d'une liberté limitées et d'un statut social inférieur dans les villages, qu'elles sont davantage exposées aux viols et aux sévices et qu'elles ne peuvent quasiment pas recourir à la justice. Elles ne sont pas autorisées à se déplacer hors de leur circonscription⁸⁹. Global Tamil Forum constate que, grâce à leur vaste réseau de postes de contrôle entre les villages et villes comme à l'intérieur des agglomérations, les services de sécurité ont pu limiter la circulation des résidents et surveiller leurs activités, comme l'a aussi noté l'organisation PEARL⁹⁰.

6. Liberté de religion ou de conviction, liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, et droit de participer à la vie publique et politique

49. Christian Solidarity Worldwide fait état d'une circulaire gouvernementale de 2011 spécifiant que l'exercice d'activités religieuses requiert une autorisation. Selon cette circulaire, la construction ou l'installation d'un lieu de culte de même que toute activité exercée par un chef religieux qui n'ont pas été expressément autorisées par le Ministère de Boudhha Sasana et des affaires religieuses sont donc considérées comme illégales. L'organisation note également que la circulaire donne pour instructions à la police d'intervenir pour empêcher toute construction ou activité non agréée et que la demande est assortie d'observations du secrétaire divisionnaire régional et du président du conseil provincial⁹¹.

50. La communication conjointe n° 17 signale que les églises évangéliques chrétiennes sont de plus en plus exposées aux pressions et aux tracasseries des autorités gouvernementales locales visant à mettre fin à leurs cultes ou à cesser leur activité si elles ne sont pas «reconnues» par le Gouvernement ou «enregistrées» auprès de celui-ci⁹².

51. Le Centre européen pour la justice et les droits de l'homme (ECLJ) relève que selon la version la plus récente du projet de loi anticonversion, il serait interdit aux citoyens sri-lankais de se convertir à moins d'y être autorisés par un magistrat local⁹³.

52. Global Tamil Forum note que certains temples hindous, lieux de culte de la majorité des croyants tamouls, ont été profanés et détruits alors que plusieurs édifices bouddhistes ont été construits dans les régions du nord et de l'est depuis la fin de la guerre⁹⁴.

53. Même si la liberté d'expression est garantie par la Constitution, CIVICUS indique que les journalistes critiques à l'égard des politiques officielles restent très menacés, qu'ils continuent d'être victimes d'agressions physiques et d'enlèvements et que les enquêtes sur ces affaires ne permettent pas d'en traduire les auteurs devant la justice⁹⁵. L'organisation PEARL et les auteurs de la communication conjointe n° 1 expriment des préoccupations analogues⁹⁶. CIVICUS constate avec inquiétude que, le 5 novembre 2011, le Ministère sri-lankais de l'information a imposé aux sites Internet fournissant des renseignements sur le pays l'obligation de se déclarer dans les meilleurs délais aux autorités⁹⁷. La communication conjointe n° 12 s'en inquiète aussi⁹⁸.

54. La communication conjointe n° 13 recommande de faire cesser le harcèlement, les menaces, les agressions et les assassinats visant des professionnels des médias⁹⁹. La communication conjointe n° 3 et l'organisation Article 19 préconisent les mesures

suivantes: créer un organisme public autonome et indépendant de radio et télédiffusion; veiller à l'indépendance et à l'impartialité des médias détenus pas l'État; instaurer davantage de transparence en ce qui concerne la propriété des médias et éviter de recourir aux contrats publicitaires pour influencer le contenu des programmes; mettre sur pied une commission de la concurrence chargée de veiller au pluralisme des médias; s'assurer que la réglementation relative aux médias échappe à toute ingérence politique; renoncer à l'obligation de licence pour les sites Internet d'information; et ne pas bloquer ni filtrer les médias en ligne¹⁰⁰.

55. Le Centre for War Victims and Human Rights signale qu'à Jaffna la population n'a pas le droit de se réunir pacifiquement pour des activités autres que religieuses sans autorisation des autorités militaires. Ces dernières ne cessent d'intervenir dans les réunions organisées par des groupes de la société civile et de les interrompre ou de menacer les participants¹⁰¹. PEARL et CIVICUS expriment aussi leur inquiétude à ce sujet¹⁰². CIVICUS recommande de dispenser aux membres des forces de sécurité une formation concernant les Principes de base de l'ONU sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu¹⁰³.

7. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables

56. Canadian Tamil Congress recommande de donner aux Tamoules les moyens de chercher et de créer des formes d'entreprise économique¹⁰⁴. Le Centre for War Victims and Human Rights note que l'armée est partie prenante dans de petites entreprises commerciales, comme des cafés, des hôtels ou des services touristiques dans la province du nord, et exploite illégalement des terres agricoles qui ont toujours été cultivées par des Tamouls¹⁰⁵.

8. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

57. La communication conjointe n° 1 indique que si la sécurité alimentaire est un problème sur la quasi-totalité du territoire sri-lankais, tout particulièrement dans les régions directement touchées par la guerre¹⁰⁶.

58. Notant qu'en 2008 les habitants des taudis du quartier de Colombo 2 (Slave Island) ont été expulsés avec l'assurance d'être mieux logés à Colombo 9 et ont été hébergés dans des abris temporaires à Colombo 15, la communication conjointe n° 15 recommande à Sri Lanka de réinstaller les personnes vivant actuellement dans des taudis et celle qui ont été précédemment expulsées dans des lieux appropriés qui offrent des facilités d'accès au logement, à la santé, à l'éducation et aux moyens de gagner leur vie¹⁰⁷.

59. La communication conjointe n° 8 recommande aux autorités d'adopter un document directif sur des programmes de logement qui encouragent la participation des bénéficiaires tout en garantissant une aide supplémentaire aux femmes seules¹⁰⁸.

9. Droit à la santé

60. HRW recommande de développer les programmes de santé sexuelle, procréative et mentale à l'intention des victimes de violence sexiste du nord et de l'est et de poursuivre les actions de réadaptation et de réinsertion d'anciens enfants soldats menées avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)¹⁰⁹.

61. La Commission des droits de l'homme de Sri Lanka estime que le Gouvernement doit prendre des mesures assurant aux personnes vivant avec le VIH une meilleure connaissance de la loi et une aide juridique gratuite et ciblant cette population pour lui garantir une vie digne et un accès à des services médicaux et juridiques¹¹⁰.

10. Droit à l'éducation

62. Christian Solidarity Worldwide relève plusieurs cas récents où des écoles ont refusé d'admettre des enfants protestants en raison de leur religion. Les élèves doivent en principe recevoir un enseignement sur leur religion dans les écoles publiques, mais très peu d'établissements prévoient des cours sur le christianisme¹¹¹.

63. La communication conjointe n° 1 note que, faute d'un nombre suffisant d'enseignants en langue tamoule, en particulier dans les zones montagneuses, les habitants de ces régions n'ont guère accès à un enseignement dans cette langue, ce qui se répercute du même coup sur les possibilités économiques et sociales et sur leur identité culturelle¹¹².

11. Droits culturels

64. La communication conjointe n° 1 signale que le tamoul est légalement une langue officielle, mais que les dispositions pertinentes des treizième et seizième amendements à la Constitution ne sont pas pleinement appliquées, en particulier dans les services publics, la police et les forces de sécurité.

65. Le Centre for War Victims and Human Rights recommande de doter les habitants du nord et de l'est de mécanismes d'autogestion et de leur accorder des droits linguistiques et fonciers, ainsi que l'ensemble des autres droits politiques, culturels et fondamentaux¹¹³.

12. Personnes handicapées

66. La communication conjointe n° 15 préconise l'adoption d'une politique nationale et d'un plan d'action national en faveur des personnes handicapées, qui ne fassent aucune distinction de race, de province ou de langue, et la mise en place, dans les établissements publics, d'infrastructures et de services adaptés aux personnes handicapées, en particulier dans les provinces du nord et de l'est¹¹⁴.

13. Minorités

67. CIVICUS note que les manifestations religieuses et culturelles organisées par les Tamouls font toujours l'objet de restrictions injustifiées¹¹⁵. Global Tamil Forum souligne que la marginalisation des Tamouls est démontrée par le fait qu'ils comptent seulement pour 2 % dans la police sri-lankaise et pour 6 % dans la fonction publique alors qu'ils constituent près de 20 % de la population du pays¹¹⁶.

68. Christian Solidarity Worldwide recommande de veiller à ce que des représentants des communautés musulmanes de la province orientale participent aux consultations sur la réinstallation après le conflit qui les concernent¹¹⁷.

14. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

69. HRW note que des centaines de milliers de Sri-Lankaises ont émigré pour travailler en tant que domestiques dans d'autres pays où elles ne bénéficient pas de la protection du droit du travail et font souvent un nombre d'heures de travail excessif, subissent des violences physiques et psychologiques, n'obtiennent pas le paiement de leur salaire et sont victimes d'autres abus. Il arrive que les agents recruteurs sri-lankais donnent des informations inexactes ou incomplètes sur les emplois à l'étranger, recrutent des enfants et exigent illégalement de l'argent¹¹⁸. La communication conjointe n° 1 note aussi que la politique nationale en matière de migration n'est toujours pas véritablement appliquée, ni contrôlée¹¹⁹.

15. Personnes déplacées à l'intérieur du pays

70. La Commission des droits de l'homme de Sri Lanka indique qu'au début de 2010 le pays comptait en tout 317 790 personnes nouvellement déplacées et 304 000 personnes déplacées de longue date. Si le Gouvernement affirme avoir réinstallé la majorité des personnes déplacées, il lui reste encore à étudier la situation de celles qui vivent dans des familles d'accueil et pour lesquelles il faut trouver une solution durable¹²⁰.

71. La communication conjointe n° 1 constate que depuis la fin du conflit des efforts non négligeables ont été faits, au moins en ce qui concerne le nombre de personnes déplacées qui ont été «réinstallées». Elle indique que des progrès ont été accomplis dans certains domaines, mais que des problèmes subsistent, notamment la question de savoir qui est considéré comme une personne déplacée et l'absence de solution durable pour celles qui ont été officiellement réinstallées¹²¹. De plus, le Centre for Canadian Tamils et Global Tamil Forum font valoir que des milliers de personnes déplacées ne sont pas autorisées à regagner leurs foyers et que certaines sont constamment transférées d'un camp à l'autre¹²².

72. La communication conjointe n° 1 rappelle aussi que le Gouvernement et les LTTE sont accusés de diverses violations, dont des déplacements forcés et des restrictions à la liberté de circulation des personnes déplacées, des pénuries de nourriture, de médicaments et de produits essentiels, ainsi que d'autres atteintes aux droits fondamentaux des personnes déplacées, notamment d'enrôlements forcés et d'enlèvements¹²³.

73. La communication conjointe n° 8 relève que des milliers de personnes déplacées ont perdu leurs titres de propriété et autres documents fonciers. Or, le Gouvernement tarde à leur fournir les pièces nécessaires ou à mettre en place les mécanismes voulus en l'absence d'état cadastral correspondant. En l'occurrence, il a proposé que ces personnes fassent enregistrer leurs terres dans des délais précis¹²⁴.

74. Le Centre for Canadian Tamils indique que les personnes déplacées, qui sont essentiellement des Tamouls, de confession hindoue et catholique, se voient systématiquement refuser la possibilité de pratiquer leur religion¹²⁵.

75. Selon le Centre for Canadian Tamils, des milliers d'enfants se trouvant dans les camps de personnes déplacées ne bénéficient pas d'une scolarité ou d'un enseignement adéquat. Peu d'écoles disposent des moyens nécessaires pour leur fournir un enseignement suivi. La plupart des enseignants recrutés sont des volontaires qui vivent eux-mêmes dans des camps de personnes déplacées¹²⁶.

16. Droit au développement et questions relatives à l'environnement

76. La Société pour les peuples menacés signale que, depuis la fin du conflit, des projets de développement variés et de grande ampleur ont vu le jour dans le nord du pays, notamment dans l'infrastructure et le tourisme. Cependant, l'acquisition de terrains pose souvent des problèmes et l'accaparement des terres semble être une pratique fréquemment mentionnée¹²⁷. De même, selon Migrant Rights Group International, les minorités sont préoccupées par le fait que les projets en cause ne font pas l'objet d'une concertation ni d'une participation de la population locale¹²⁸.

77. La Commission des droits de l'homme de Sri Lanka souhaite que, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, le Gouvernement procède équitablement en distribuant des terres aux personnes démunies et sans terre et à la deuxième génération des personnes déplacées. Elle relève également que des terres ont été acquises dans le but d'y faire régner la sécurité et à des fins de développement et que les autorités transforment en zones économiques spéciales certaines terres acquises en tant que zones de haute sécurité pendant le conflit¹²⁹.

17. Droits de l'homme et lutte antiterroriste

78. Amnesty International constate que la loi sur la prévention du terrorisme, qui autorise une rétention administrative prolongée, est toujours en vigueur. Selon l'organisation, les autorités ont adopté de nouveaux règlements dans le cadre de cette loi pour pouvoir maintenir en détention des personnes soupçonnées d'appartenir aux LTTE sans les inculper ni les traduire en justice; la loi sur la prévention du terrorisme a inversé la charge de la preuve dans les cas présumés de torture et de mauvais traitements et a réduit la liberté d'expression et d'association, comme le note également Migrant Rights Group International¹³⁰. L'European Center of Constitutional and Human Rights exprime des préoccupations analogues en faisant valoir que la loi sur la prévention du terrorisme entretient un climat de peur et d'intimidation, dans lequel les femmes sont exposées à la violence sexiste et aux pires formes de discrimination¹³¹, comme le note Global Tamil Forum¹³².

79. L'European Center of Constitutional and Human Rights fait également état d'un degré très élevé de militarisation au nord et à l'est. La loi sur la prévention du terrorisme a permis aux membres de la police et des forces armées de fouiller et d'interroger des Tamoules suspectées d'association avec les LTTE, créant ainsi un climat d'intimidation¹³³.

18. Situation dans certains territoires ou régions, ou questions s'y rapportant

80. Tamils Against Genocide indique que les civils tamouls ont été pris pour cible pendant les dernières phases du conflit en 2009, qu'ils ont été internés dans des camps pendant des mois et que le Gouvernement a entretenu un climat de peur dans la population tamoule du nord et de l'est de Sri Lanka¹³⁴. L'Institut international pour la paix, la justice et les droits de l'homme exprime des inquiétudes similaires¹³⁵.

81. Le Centre for War Victims and Human Rights relève que la province septentrionale de Sri Lanka, en grande majorité tamoule, est très militarisée¹³⁶. Selon Migrant Rights Group International, quelque 40 000 militaires sont concentrés dans la péninsule de Jaffna, soit environ 1,11 militaire par civil. La situation à Vanni est bien pire puisque le ratio est de 1 à 3. Des militaires occupent les postes administratifs civils les plus importants, dont ceux de gouverneur des provinces du nord et de l'est¹³⁷. Global Tamil Forum s'inquiète également de cette situation¹³⁸.

82. Le National Council of Canadian Tamils indique que les militaires ont continué à déplacer des dizaines de milliers de Tamouls en confisquant de grandes superficies de terres tamoules publiques et privées pour y construire des bases¹³⁹.

Notes

¹ The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org.

Civil society

AI	Amnesty International, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland-UK-);
Article19	Article 19, London (UK);
BTF	British Tamils Forum, London (UK);
CCT	Centre for Canadian Tamils (Canada);
CIVICUS	CIVICUS, World Alliance for Citizen Participation, Johannesburg (South Africa);
CSW	Christian Solidarity Worldwide, Surrey (UK);
CTC	Canadian Tamil Congress (Canada);
CTYA	Canadian Tamil Youth Alliance (Canada);
CWVHR	Centre for War Victims and Human Rights (Australia, Canada and New Zealand);
ECCHR	European Center for Constitutional and Human Rights, Berlin (Germany);
ECLJ	European Centre for Law and Justice, Strasbourg (France);
FLD	Front Line Defenders, Dublin (Ireland);
FT	Freedom from Torture, London (UK);
GIEACPC	Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children (UK);
GTF	Global Tamil Forum (UK);
HRW	Human Rights Watch, New York (United States of America -USA-);
ICJ	International Commission of Jurists, Geneva (Switzerland);
IMADR	International Movement Against All Forms of Discrimination and Racism, Tokyo (Japan);
MRG	Minority Rights Group International, London (UK);
NCCT	National Council of Canadian Tamils, Ontario (Canada);
NESoHR	North East Secretariat on Human Rights, Kilinochchi (Sri Lanka);
PEARL	People for Equality and Relief in Lanka, Washington D.C. (USA);
SLA	Sri Lanka Advocacy Network, Frankfurt (Germany);
STP	Society for Threatened Peoples (Switzerland);
TAG	Tamils Against Genocide (USA);
TCHR	Tamil Centre for Human Rights, Garges les Gonesse (France);
TIC	Tamil Information Centre, London (UK);
TYO	Tamil Youth Organisation (UK);
JS1	Joint Submission 1 submitted by Centre for Human Rights & Development, Centre for Policy Alternatives, Centre for Promotion & Protection of Human Rights, Centre for Women and Development, Jaffna (Sri Lanka), Dabindhu Collective, Equal Ground, Families of the Disappeared, Home for Human Rights, Human Rights Organization, Kandy (Sri Lanka), INFORM Human Rights Documentation Center, International Movement Against Discrimination and Racism (Asia Group) (Japan), Janaawaboda Kendrya, Law and Society Trust, Lawyers for Democracy, Mothers and Daughters of Lanka, Movement for Defense of Democratic Rights, national Fisheries Solidarity Movement, National Peace Council, Praja Abhilasha Network, Puravasi Kamituwa, Red Flag Women's Movement, Right to Life Human Rights Centre, Rights Now Collective for Democracy, Savisthri Women's Movement, South Asia Network for Refugees, IDPs and Migrants Sri Lanka (SANRIM Sri Lanka), Stand-Up Movement (SUM), Women Action Network, Women and Media Collective, Women Support Group, and Women's Centre;
JS2	Joint Submission 2 submitted by Equal Ground (Colombo, Sri Lanka), Estate Community Care Organization (Mathugama, Sri Lanka), Rural Women's Front (Galle, Sri Lanka), Rajarata Gami Pahana (Anuradhapura, Sri Lanka), Sinhala, Tamil Rural Women's Network (Nuwara Eliya, Sri Lanka);
JS3	Joint Submission 3 submitted by Committee to Protect Journalist (New York, USA), International Federation of Journalist (Sydney, Australia), International Media Support (Copenhagen, Denmark), Journalists for Democracy in Sri

- Lanka (Bremen, Germany), PEN International (London, UK), and Reporters Without Borders (Paris, France);
- JS4 Joint Submission 4 submitted by Janasanasaya (Panadura, Sri Lanka) and The Citizens Committee of Gampaha District (Ekala, Sri Lanka);
- JS5 Joint Submission 5 submitted by PEaCE/ECPAT Sri Lanka and ECPAT International;
- JS6 Joint Submission 6 submitted by United States Tamil Political Action Council (USTPAC, Washington D.C., USA) and Pasumai Thaayagam Foundation (Chennai, India);
- JS7 Joint Submission 7 submitted by Asian Legal Resource Centre (Hong Kong, China), Rehabilitation and Research Centre for Torture Victims (Copenhagen, Denmark), and Action by Christians Against Torture France (ACAT, Paris France);
- JS8 Joint Submission 8 submitted by The North East Women's Action Network (Sri Lanka) and the Centre for Human Rights and Development (Sri Lanka);
- JS9 Joint Submission 9 submitted by Asian Human Rights Commission (Hong Kong, China) and Rule of Law Forum (Colombo, Sri Lanka);
- JS10 Joint Submission 10 submitted by CREA, EQUAL GROUND, Sexual Rights Initiative and the Women's Support Group Sri Lanka (Sri Lanka);
- JS11 Joint Submission 11 submitted by International Education Development, A Non-Governmental Organization on the Roster and the Association of Humanitarian Lawyers, CA (USA);
- JS12 Joint Submission 12 submitted by Observatory for the Protection of Human Rights Defenders (a joint programme of the International Federation for Human Rights (FIDH) and the World Organisation Against Torture (OMCT)), Geneva (Switzerland);
- JS13 Joint Submission 13 submitted by Free Media Movement (Colombo, Sri Lanka), INFORM Human Rights Documentation Centre (Colombo, Sri Lanka) and Networking for Rights in Sri Lanka (Reseda, CA, USA);
- JS14 Joint Submission 14 submitted by Action Contre la Faim (France) and SPEAK Human Rights & Environmental Initiative (USA);
- JS15 Joint Submission 15 submitted by Franciscans International and Marist International Solidarity Foundation, Geneva (Switzerland);
- JS16 Joint Submission 16 submitted by Consortium of Humanitarian Agencies (Colombo, Sri Lanka) and the Institute of Human Rights (Colombo, Sri Lanka);
- JS17 Joint Submission 17 submitted World Evangelical Alliance (London, UK) and Asia Evangelical Alliance.

National human rights institution

HRCSL Human Rights Commission of Sri Lanka, Colombo (Sri Lanka).

² JS15, para 50.

³ HRCSL, paras 2.1. – 2.5.

⁴ See also FT, para 32.

⁵ AI, p. 5. See also SLA, paras 26, 27 and 30.

⁶ CTYA, p. 4.

⁷ AI, p. 2. See also TIC, para 3.2.

⁸ JS1, para 2.

⁹ JS1, para 13.2.

¹⁰ ICJ, p. 5.

¹¹ ICJ, p. 5.

¹² HRCSL, para 5.

¹³ AI, p. 2. See also JS1, para 3.

¹⁴ JS7, para 4.6.

¹⁵ TIC, para 3.1.

¹⁶ AI, p. 4.

¹⁷ JS17 paras 4 – 5f.

¹⁸ AI, p. 2.

¹⁹ JS1, para 1.8.

²⁰ JS15, para 14.

- 21 JS4, p. 11.
22 SLA, para 29. See also ICJ, p. 6.
23 CIVICUS, para 5.5., p. 5. See also CSW, paras 20 – 21 and FLD, para 18 (5).
24 ECCHR, para 24.
25 FT, para 31. See also SLA para 25.
26 BTF, p. 5 and CWVHR, p. 5.
27 JS6, p. 2 and JS14, p. 10.
28 JS1, para 14. 2.
29 JS16, paras. 5(d) and 7(e).
30 JS1, para 14.1.
31 JS16, paras. 5d and 7e.
32 JS2, p. 7.
33 ECCHR, para 21.
34 JS10, p. 2.
35 ICJ, p. 6.
36 AI, p. 4.
37 JS6, p. 7.
38 CWVHR, para 4.
39 FLD, para 6 and MRG paras 11 – 15.
40 AI, p. 3. See also CSW, para 25.
41 TAG, para 11. See also JS1, para 11.2.
42 TCHR, p. 3.
43 IMADR, para 14(e). See also JS7, para 3.6.
44 FT, para 5.
45 JS1, para 4.1. and JS9 paras 1.3. and 1.5.
46 FT, para 28.
47 AI, p. 3. See also JS4, para 3.
48 JS9, p. 10.
49 AI, p. 3.
50 TCHR, p. 2.
51 CTC, para 12.
52 CTC, para 25. See also CTYA, p. 1 and pp. 3- 4, CTC, para. 5, and GTF, p. 3.
53 CIVICUS, para 2.3., p. 3.
54 CIVICUS para 2.4., p. 3.
55 HRW, p. 3.
56 TYO, paras 13 – 16.
57 JS1, para 5.1.
58 CIVICUS, para 5.2., p. 5. See also FLD, para. 5.
59 FLD para 18 (1).
60 JS5, para 1.1.3. and para 1.1.3.6.
61 JS5, 1.1.3.6.
62 GIEACPC, p. 1.
63 MRG, p. 5.
64 JS11, paras. 1 and 7.
65 JS1, para 1.1.
66 AI, p. 4.
67 CWVHR, para 6.
68 TCHR, p. 5.
69 CSW, para 34. See also GTF, p. 3. and p. 7.
70 STP, para 28.
71 PEARL, p. 2.
72 HRW, p. 1.
73 HRW, p. 2. and JS14, executive summary.
74 JS14, p. 10.
75 JS7, para 5.4.
76 ICJ, p. 5.
77 HRCSL, para 7.

- 78 AI, p. 3. See also CTC, para 6 and FLD, paras 9 – 10.
79 AI, p. 4.
80 CCT, p. 3.
81 CSW, para 23.
82 AI, p. 2.
83 AI, p. 4.
84 JS14, p. 10.
85 SLA para 23.
86 JS2, p. 7. See also JS1, para 13.1.
87 JS2, p. 7.
88 JS5, para 1.1.3.6.
89 ECCHR, para 16.
90 GTF, p. 1 and PEARL, p. 2.
91 CSW, para 10.
92 JS18, para 9.
93 ECLJ, para 13.
94 GTF, pp. 1 - 2.
95 CIVICUS, para 3.2, p.3.
96 PEARL, p. 2. and JS1, paras 7.1. – 7.4.
97 CIVICUS, para 3.4, p. 4.
98 JS12, pp 1 – 3.
99 JS13, p. 10.
100 JS3, Section VII, Recommendations on p. 13. See also Article 19, para 18.
101 CWVHR, para 16.
102 PEARL, p. 2. See also JS1, paras 6.1. – 6.2 and CIVICUS, para 4.1, p. 4.
103 CIVICUS, para 5.4, p. 5.
104 CTC, para. 4.
105 CWVHR, para 10.
106 JS1, para 16.2.
107 JS15, para 24.
108 JS8, p. 10.
109 HRW, p. 5.
110 HRCSL, para 4.1.
111 CSW, para 42.
112 JS1, para 15.2.
113 CWVHR, p. 5. See also JS1, para 15.1.
114 JS15, para 50.
115 CIVICUS, para 4.4, p. 4.
116 GTF, p. 2.
117 CSW, para 45.
118 HRW, p. 4.
119 JS1, para 18.1.
120 HRCSL, para. 1.
121 JS1, para. 8.1.
122 CCT, p. 1 and GTF, p. 3.
123 JS1, para 8.1.
124 JS8, p. 3.
125 CCT, p. 3.
126 CCT, p. 1.
127 STP, para 7.
128 MRG, para 47.
129 HRCSL, para. 9.
130 AI, p.2. See also TIC, para 4.1., NESoHR, p. 2., MRG, para 7, and JS1, para 1.6.
131 ECCHR, para 16. See also JS1, para 2.1.
132 GTF, p. 3. See also ECCHR, paras 12 and 15 – 18.
133 ECCHR, paras 12 and 15 – 18.
134 TAG, para 1.

¹³⁵ IIPJHR, p. 2.

¹³⁶ CWVHR, para 8.

¹³⁷ MRG, paras. 16 – 17.

¹³⁸ GTF, pp. 1 – 2.

¹³⁹ NCCT, p. 1.
